

## DU CÔTÉ DES REVUES

### **ALTERNATIVES SUD**

Vol. XIII – 2/2006 : **Changements climatiques - Impasses et perspectives**

(Syllepse/Centre Tricontinental, 210 p., 18 €)

[La revue, ayant pour but de relayer au Nord des points de vue du Sud critiques du modèle dominant et de l'état actuel des rapports Nord-Sud, propose avec ce numéro de faire le point sur la réalité du changement climatique, la menace globale qu'il fait peser sur la planète ainsi que sur les débats et attitudes initiés tant au Nord qu'au Sud. Le long et remarquable éditorial du climatologue Jean-Pascal Van Ypersele rappelle l'origine du débat international cadré par le Sommet de la terre à Rio en 1992, puis le protocole de Kyoto adopté en 1997 et entré en vigueur seulement en 2005, puis souligne que tant que le Nord, qui a accumulé une importante « dette climatique », ne passera pas sérieusement aux actes, le Sud rechignera aux efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'autant plus qu'il considère qu'il a un droit à se développer sans tarder.

On notera les contributions sur le Brésil, pays qui présente la particularité d'être le 8<sup>e</sup> pays émetteur de gaz à effet de serre, principalement d'origine agricole, et de refuser de limiter ses émissions avant 2050 arguant que celles-ci ont un impact nettement inférieur à l'effet cumulé de celles des pays du Nord. Les cas de la Chine et de l'Inde, autres principaux pays émetteurs du Sud, sont étudiés. La Chine semble avoir pris au sérieux la dimension du problème et de son impact sur le pays lui-même. Une question centrale parcourt le dossier : dans la mise sur pied d'un régime climatique qui doit payer, combien et sur qui pèse l'impact du changement climatique ?]

### **INFORMATIONS ET COMMENTAIRES**

n° 135 - avril/juin 2006 : **Paysans dans les Centres et les Périphéries 1**

n° 136 - juillet/septembre 2006 : **Paysans dans les Centres et les Périphéries 2**

(68 p. et 80 p., 12 € chacune, 1 rue du Lieutenant Potié, 38700 Corenc)

[Fondée par Gilbert Blardone et s'inscrivant dans la démarche de François Perroux sur le développement, la revue grenobloise consacre deux numéros à la « paysannerie des Centres et des Périphéries ». Ce programme coordonné par Marc Ollivier ne manque pas d'ambition puisqu'il concerne la moitié de la population de la planète, concentrée pour l'essentiel au Sud et considérée par l'auteur en « survivance » car travailler la terre relève de la survie et ceux qui s'y adonnent encore sont bien ceux qui n'ont pas disparu ou péri comme émigré ou paupérisé. Ces paysanneries présentent toutes deux traits hérités de leurs prédécesseurs : une connaissance très fine de leur environnement et une adhésion au principe de solidarité pour faire face à l'adversité. Mais c'est aux formes contemporaines de la paysannerie que ce dossier s'attache. Maints articles illustrent la façon dont l'activité des firmes transnationales de l'agrobusiness déstructurent les communautés paysannes et comment les règles du libre commerce international les réduit à la misère. L'ensemble proposé explore également les formes de résistance des paysanneries actuelles sans tomber pour autant dans l'idéalisation de leur mode de vie.

Notons l'éditorial de Patrice Allard qui, se livrant à l'examen de 13 pays africains, tente d'établir une liaison significative entre le montant de l'aide publique reçue et les flux migratoires en provenance de ces pays.]

### **L'ÉCONOMIE POLITIQUE**

n° 31 - juillet 2006 : **Quel patriotisme économique ?**

(112 p., 10 €)

[Soumettant pour commentaires à sept économistes contemporains un texte de Keynes publié en 1933 par *The Yale Review*, « De l'autosuffisance nationale », la revue livre une traduction de cet article accompagnée des réactions des auteurs sollicités. Le texte de Keynes plaide, sans ambiguïté, en faveur d'un patriotisme économique adapté au maintien des équilibres économiques et sociaux des pays démocratiques et refuse un internationalisme libre-échangiste sans contrôle. A ses yeux « une politique de renforcement de l'autosuffisance nationale » doit être considérée « comme le moyen de créer un environnement dans lequel d'autres idéaux pourront être poursuivis commodément et en toute sécurité ».

A part Jacques Sapir, et dans une moindre mesure Roger Guesnerie et Olivier Pastré, le texte de Keynes dérange la plupart des auteurs mobilisés (Robert Boyer, Pierre Jacquet, Patrick Messerlin, Charles-Albert Michalet). S'ils lui trouvent un intérêt relatif eu égard aux conditions de l'époque, ses préconisations leur semblent aujourd'hui déplacées tant est forte leur opposition à toute mesure protectionniste et encore plus à l'idée d'autosuffisance.]

182

### **MOUVEMENTS**

n° 47/48 - sept./déc. 2006 : **Amérique latine, le tournant à gauche ?**

(La Découverte, 256 p., 16 €)

[Le dossier central de la revue se propose de « tester les interrogations de la gauche européenne au miroir de l'effervescence de ses homologues latino-européens ». Pour être pertinente la comparaison suppose qu'on retrouve en Amérique latine la réalité d'un clivage gauche-droite, hypothèse que fait sienne la revue. L'insistance est mise sur le basculement à gauche qui n'est pas sous-estimé – « vague sans précédent et impressionnante » –, même s'il est parfois discuté. L'origine en est située dans l'épuisement de modèles néolibéraux et du consensus de Washington, même si la rupture avec celui-ci n'est pas toujours évidente. Pour autant le rôle de l'État est partout réaffirmé dans ces expériences ainsi que l'adoption de politiques sociales. Mais aux yeux des coordinateurs du dossier on ne voit pas émerger de processus « susceptibles de déboucher à court terme sur un modèle économique alternatif crédible ».

Les contributions sont variées – depuis les interview de Lula, de son conseiller spécial pour les relations extérieures, Marco Aurélio Garcia, ou d'Alvaro Garcia Linera, le vice-président de la Bolivie, ou les articles sur le Venezuela (Marc Saint-Upéry) ou sur Cuba (Janette Habel) – et évitent maints poncifs. Le dossier réussit à éviter le traquenard du recours à l'analyse en terme de deux gauches, la modérée et la radicale, ou la référence à la notion de populisme si couramment utilisée pour évoquer l'Amérique latine. Il manque malheureusement à l'ensemble une analyse de la stratégie américaine – ou de sa paralysie – face à l'évolution du sous-continent.]

**PROBLÈMES ÉCONOMIQUES**n° 2904 – 19 juillet 2006 : **Économie du climat - L'après-Kyoto**

(La Documentation Française, 48 p., 4,60 €)

[Face à l'augmentation des rejets de gaz à effet de serre dans l'atmosphère et aux conséquences en terme de réchauffement climatique, le dossier d'articles réunis par la revue tente d'évaluer les acquis mais surtout les difficultés de la mise en place d'un régime international de régulation des luttes contre la pollution climatique. La problématique de « l'économie du climat » consiste non seulement à imaginer des stratégies qui ne heurtent pas la croissance mais soient également susceptibles de réunir tous les grands acteurs concernés. A commencer par les États-Unis et les grands pays du Tiers monde, Chine, Inde et Brésil en tête.

Pour l'instant, le seul instrument de coordination mis en place, le Protocole de Kyoto, s'avère insuffisant. Il faudrait, selon Jean-Charles Hourcade, ajouter aux échanges de droit à polluer, mis en place seulement en Europe, des programmes pour développer les énergies alternatives susceptibles d'intéresser les pays non encore signataires. L'enjeu de l'après-Kyoto – un Kyoto amendé – soulève la question de l'extension du mécanisme aux pays en voie de développement (Renaud Crassous et Sandrine Mathy), et celle du ralliement des États-Unis.]

**QUESTIONS INTERNATIONALES**n° 21 – septembre/octobre 2006 : **Islam, islams**

(La Documentation Française, 128 p., 9,70 €)

[L'islam ne saurait se réduire à un phénomène religieux nous dit Serge Sur qui présente le dossier. Et d'ajouter que par sa nature qui ne distingue guère entre le profane et le sacré, « il imprègne le tissu social, il a vocation à encadrer autant la vie privée que la vie publique, l'existence individuelle que la vie collective, la famille que l'État, l'économie que les relations non-marchandes, la politique que la pratique du culte ». Traiter de l'islam c'est donc évoquer les sociétés musulmanes, au-delà des variantes d'une religion commune, et donc aborder la diversité des islams en acceptant comme fondamentale la distinction entre islam et islamisme.

L'ensemble présenté relate l'histoire de cette religion et insiste sur la diversité incarnée par l'existence d'États nationaux rivaux à leurs intérêts et situe son influence dans le monde transnational des idéologies et des ONG. Les succès récents de l'islamisme s'expliquent par le discrédit qui frappe l'État postcolonial et la perte de légitimité de la plupart de ses dirigeants et se traduisent par un éventail d'attitude allant des légalistes – pas forcément ralliés aux valeurs démocratiques – aux djihadistes.

On notera également dans le numéro une chronique réfutant la thèse de Samuel Huntington sur le « choc des civilisations » contestant la grille d'analyse de l'auteur mais surtout la politique étrangère qui découlerait de l'acceptation de cette analyse et aboutirait en réaction à favoriser sa « prophétie autoréalisatrice ». Bref si les thèses d'Huntington étaient vraies, ce serait grave et dangereux. Donc il ne faut pas y croire et fusiller le messager qui apporte la mauvaise nouvelle ! On peut penser que la réfutation d'Huntington mérite plus de hauteur.]

**RAISON PRÉSENTE**

n° 154/155 – 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> trimestre 2005 : **Menaces sur le climat**

(200 p., 18 €, 14 rue de l'École Polytechnique, 75005 Paris)

[Ce numéro est issu d'un colloque organisé en liaison avec l'Union rationaliste en mars 2005 au Collège de France et coordonné par Michel Petit, président de la société météorologique de France. Ce volume en recueille les principales interventions. La démarche proposée se réduit à économiser l'énergie et à utiliser des sources d'énergie n'émettant pas de gaz à effet de serre. Pierre Joliot présente un rapport de l'Académie des sciences sur les divers modes de production d'énergie et signale que 80 % de l'énergie primaire consommée proviennent de la combustion de produits fossiles. Cette source doit devenir minoritaire. Pour l'auteur, « un tel objectif ne semble pas pouvoir être atteint sur la base d'un recours exclusif aux énergies renouvelables et sans une contribution importante de l'énergie nucléaire de fission ». La façon dont les instruments économiques peuvent être mis en œuvre pour les politiques climatiques est présentée par Patrick Criqui qui examine les outils mobilisables (écotaxes, permis d'émission négociables, normes et standard techniques) et le régime international pour le climat mis en place (régime « Rio-Kyoto »). Il signale que l'absence d'engagement international des États-Unis ne signifie pas inaction totale, notamment en matière d'innovation technologique. Dans une approche plus pessimiste, Jean-Pierre Dupuy avance que « nous savons, mais nous ne croyons pas ce que nous savons » et considère que le protocole de Kyoto est bien peu de chose par rapport à ce qu'il conviendrait de faire pour éviter une catastrophe.]

184

**REVUE D'ÉCONOMIE FINANCIÈRE**

n° 83 – mars 2006 : **La finance carbone**

(184 p., 24,40 €, 26 rue de Lille, 75356 Paris 07 SP)

[Cette revue, très liée aux milieux professionnels de la banque et de l'assurance, s'est penchée sur les instruments financiers mis, ou à mettre, en place pour accompagner l'action publique internationale contre le réchauffement climatique. La réflexion part du constat selon lequel la gratuité de l'émission des gaz à effet de serre est à l'origine de leur accumulation dans l'atmosphère. Il convient de se résigner à entrer dans une période de transition pour passer d'une économie de la gratuité de ces émissions vers un régime où les accroître aura un coût et les réduire procurera un bénéfice. La « finance carbone » représente l'outil susceptible de servir cet objectif.

L'ensemble des articles réunis donne une présentation d'ensemble de ces marchés du carbone qui s'inscrivent dans le mécanisme du protocole de Kyoto. Le système du marché européen de quotas d'émissions de dioxyde de carbone, mis en place dès 2005, est présenté. Il suppose une allocation initiale de ces quotas dont le caractère équitable fait l'objet d'une discussion. La relation entre aide au développement et le marché du carbone est envisagée à travers le « mécanisme du développement propre » qui permet aux pays du Sud, qui ne seront concernés qu'après 2012 par les émissions de GES, d'être impliqués dès aujourd'hui par des transferts de technologies économes en énergie. L'ensemble s'interroge enfin sur l'objectif de l'après-Kyoto : comment ramener les Américains dans les négociations et comment associer les pays en développement à l'effort commun de réduction compte tenu de leur désir de développement ?]

**SCIENCES HUMAINES**

n° 4 - sep./nov. 2006 : **Aux sources de la puissance américaine**  
(98 p., 7,50 €, BP 256 - 89004 Auxerre Cedex)

[Le dossier est le résultat d'une association de la revue à la XVII<sup>e</sup> édition du Festival international de géographie qui s'est tenu à Saint-Dié sur le thème « Les géographes redécouvrent les Amériques ». La puissance américaine est présentée comme un empire sans légitimité dont les prétentions hégémoniques seraient perpétuellement condamnées à être contestées par une société civile mondialisée et qui accepterait les piqûres de moustiques tout en veillant à ce que les insectes qui l'assaillent ne soient jamais en mesure de se rassembler en essaim (Jean-Jacques Roche). L'hégémonie américaine est avant tout économique : un PIB égal à celui cumulé des sept autres pays du G8. Mais c'est aussi son talon Achille, car touché par le double déficit du commerce extérieur et de la dette publique. Le fort endettement des ménages nécessite le recours à des bailleurs étrangers, source d'entrave à leur souveraineté (Benoît Richard). Tandis que Paul Claval retrace l'histoire de la formation de cet État-nation de taille continentale, Sébastien Fath présente les divers visages du protestantisme évangélique américain en insistant sur les *megachurches*, immenses centres religieux multiservices. Les articles sont émaillés de mots-clés contribuant à décrire la réalité américaine et l'ensemble est accompagné d'un dossier cartographique illustrant la projection américaine sur l'ensemble du monde. L'impasse est par contre totale sur la dimension militaro-stratégique.]

185

**SOCIALISM AND DEMOCRACY**

vol. 20 n° 2 - july 2006  
(Routledge, Philadelphie, 220 p.)

[Publié trois fois par an par « The Research Group on Socialism and Democracy » (New York), cette livraison nous offre un ensemble varié de contributions dont il conviendra de remarquer un article revenant sur l'ouragan Katrina qui souligne combien l'événement doit s'inscrire dans une double lecture conjuguant les mécanismes d'une économie capitaliste orientée vers le profit et la situation particulière des Afro-Américains du sud des États-Unis marqués par les traits dominants de la misère et du sous-développement. On remarquera également une très intéressante étude qui montre comment le capitalisme américain travaille la jeunesse pour la transformer en mouvement massif de consommation façonné par des valeurs militaristes.]

**TRANSCONTINENTALES**

n° 2 - 1<sup>er</sup> semestre 2006 : **Afrique plurielle**  
(Armand Colin, 200 p.)

[Il s'agit d'une nouvelle revue semestrielle bénéficiant du soutien de la Fondation Maison des sciences de l'homme ainsi que celui du ministère des Affaires étrangères. Sous-titrée « société - idéologies - système mondial », elle prend appui sur les 27 instituts français de recherche répartis sur quatre continents. La revue est dirigée par Jean-Luc Racine, spécialiste du continent indien.

Le dossier central consacré à « l'Afrique plurielle » se structure autour de quatre grandes questions, chacune illustrée par un article. La montée des puissances est examinée à travers l'analyse de la politique étrangère de

l'Afrique du Sud et de son aptitude à désamorcer les conflits (Gart le Pere). C'est cette question des conflits qui est illustrée par le cas du Soudan (Gérard Prunier) dont l'accord de paix signé en 2005 n'a pas vraiment mis fin à la crise qui divise le pays depuis des décennies. La dialectique entre autoritarisme et libéralisation politique est scrutée à travers l'examen de la presse togolaise (Brice Rambaud). L'Afrique australe et ses intenses flux migratoires permettent de saisir les enjeux de la dynamique migration-développement en Afrique (Aurelia Wa Kabwe-Segatti).

Hors dossier, on notera un article sur l'Iran (Bernard Hourcade) proposant une grille d'analyse de l'identité iranienne tiraillée entre trois pôles - l'islam, l'Iran et l'international - et soulignant que si l'Iran n'est plus un empire, il aspire à être reconnu comme une nouvelle puissance régionale durable.]

**MICHEL ROGALSKI**